

François Baratin

Depuis plusieurs années, la sécurité d’approvisionnement apparaissait comme une préoccupation désuète. L’ouverture des marchés était censée répondre à la plupart des inquiétudes dans ce domaine. Cette préoccupation refait surface aujourd’hui : la Commission européenne publie un Livre vert consacré à cette question et, dans ce numéro des Annales des Mines, D. Maillard s’interroge sur la capacité du marché à répondre de façon satisfaisante aux différentes questions politiques liées à l’énergie, notamment à la sécurité de nos approvisionnements. Gageons que la décision récente de l’Allemagne d’arrêter à terme sa production d’électricité d’origine nucléaire n’est pas étrangère à ce retour d’inquiétude. En effet, le remplacement des 22,3 GWe nucléaires installés actuellement en Allemagne par des centrales au gaz naturel correspond, avec les meilleures technologies connues, à une consommation supplémentaire de 35 milliards de m³ de gaz par an, soit l’équivalent de la consommation française actuelle. Une telle décision, si elle se confirme, aura un coût pour l’Allemagne, mais aussi pour l’Europe et pour le monde. Pour l’Allemagne, ce coût sera d’abord financier : le gaz qui, l’année dernière, était légèrement compétitif face au nucléaire vient de voir son prix augmenter en Europe de près de 25 % depuis un an ; son prix devrait encore monter face à une telle demande, au fur et à mesure de la fermeture des centrales nucléaires allemandes. Pour l’Europe, le coût sera vraisemblablement politique. En effet, de ses trois sources de gaz – Mer du Nord, Algérie et Sibérie – cette dernière est la seule à disposer de réserves suffisantes pour assurer une forte augmentation de production. L’Allemagne encourage donc fortement, entre l’Union européenne et la Russie, la mise en œuvre d’un « partenariat énergétique » qui prévoit un doublement à terme des achats de gaz russe par l’Union européenne en échange d’investissements européens massifs dans le secteur énergétique russe. Or la Russie, pour laquelle l’économie n’est qu’un moyen, saura bien négocier des contreparties politiques fortes lorsque les Etats européens auront garanti de tels investissements sur son sol et qu’une part importante de l’approvisionnement énergétique de l’Allemagne sera sous son contrôle. Enfin, pour le monde, le coût sera environnemental : le remplacement des centrales nucléaires allemandes par des centrales au gaz conduira à rejeter plus de 60 millions de tonnes supplémentaires de CO₂ dans l’atmosphère, soit une augmentation de 8 % des rejets actuels de ce pays. Et la situation serait bien pire dans le cas de centrales à charbon. Le protocole de Kyoto qui mobilise aujourd’hui tant de négociateurs a-t-il la moindre chance d’être respecté ?

Quant à la France, elle dispose d’un parc nucléaire extraordinaire par son homogénéité, par sa taille, par la sûreté dont il a fait preuve jusqu’ici et par le coût de l’électricité, un des moins élevés d’Europe, dont il fait bénéficier notre économie. Le traitement final des combustibles irradiés reste encore non résolu de façon satisfaisante, mais leur faible volume permet de les stocker en attendant des solutions technologiques nouvelles. Les mouvements écologiques ont raison, non pas de vouloir supprimer cet outil exceptionnel, mais d’insister pour que le problème des déchets soit résolu. Il faudrait donner un dynamisme nouveau aux capacités de R&D mises en place en France dans ce domaine après la dernière guerre et qui n’ont plus guère produit d’idées neuves depuis 30 ans. De toutes façons, la relance du programme de recherche nucléaire américain augmente les chances que le problème soit résolu à moyen terme.

Rappelons enfin que la meilleure alternative à une centrale nucléaire réside dans l’économie d’énergie correspondante. Investir dans la maîtrise de la demande d’électricité est un des moyens prometteurs du développement durable.